

CIBLE

Panaché

Avec l'audace qui le caractérise, Alain Juppé avait déclaré qu'il y avait en France « *deux pensées uniques* ». Labourant modestement le champ intellectuel à la suite du Premier ministre, nous osons affirmer aujourd'hui qu'il y a aussi deux méthodes uniques. Loin de s'opposer, ces deux méthodes forment un intéressant panaché.

Première méthode unique : celle du fait accompli qui consiste à prendre des décisions avant que ne s'engagent les négociations promises. On gèle d'emblée les traitements des fonctionnaires avant toute discussion ; on augmente le forfait hospitalier avant toute négociation.

Deuxième méthode unique : celle du retrait des réformes annoncées parce qu'elles sont trop délicates ou trop coûteuses. C'est ainsi que François Bayrou a décidé de reporter d'un an la réforme universitaire.

Le panachage consiste à associer le diktat financier et l'enterrement de la réforme. C'est encore le cas pour le secteur hospitalier... Si Alain Juppé continue sur cette voie, il réalisera le rêve d'Édouard Balladur : l'inertie totale, que troublera de temps à autre la

PATRONAT

La vertu illusoire



Mythe

Le droit de cuissage

p. 6/7

Zeroual

La France et l'Algérie

p.4

Un jeune de nos quartiers

Il avait laissé ses empreintes sur une bouteille de gaz destinée à éclater sous un TGV, sa photo tirée à 170 000 exemplaires était collée aux murs de tous les lieux publics, mais on ne savait rien sur la personne de Khaled Kelkal.

Quand ce garçon de 24 ans fut abattu le 29 septembre il était le plus célèbre inconnu de France. Terroriste international, étudiant en révolte, gangster passé à l'action révolutionnaire, maniaque du détonateur ? Toutes les suppositions pouvaient nourrir sa légende. Or voici que paraît une semaine plus tard (1) le texte d'un long entretien qu'il eut le 3 octobre 1992 avec le sociologue allemand Dietmar Loch.

Khaled est donc là, figé voilà trois ans dans le langage et les convictions d'un « jeune de nos quartiers », comme le disait à ses obsèques Christian Delorme, le « curé » des Minguettes, ajoutant pour parer aux mythes trop complaisants : « ni héros, ni victime ». Qu'on ne s'attende pas à trouver dans cet entretien le « syndrome des banlieues » ! Vaulx-en-Velin, synonyme d'enfer ? Au contraire, Khaled se plaint de

« l'image négative » donnée de son quartier. Elle « imprègne » celui qui y vit d'une suspicion qui englobe tout, du teint de sa peau à l'islam ; le plus innocent groupe de jeunes « beurs » passe pour une menace, et sa présence à lui, Khaled, dans l'autobus fait qu'une femme retire son sac quand il s'assoit. Cette falsification d'image l'indigne. Il y voit une insulte, donc une provocation.

A l'inverse, il goûte la chaleur des choses familières. Sa mère, et le mal qu'elle se donne pour tous, son père venu avec eux d'Algérie en 1973 - un sage que les jeunes écoutent - si vite adapté et intégré, jusqu'au récent chômage... Le lien à la famille, la foi, la prière, et jusqu'aux punitions qu'il reçoit, tout cela est pour lui l'antidote de la déviance et du dérapage. Dans sa morale, la « maison » est un lieu-clé, un modèle. Le quartier lui-même, par delà ses misères, vit de cordialité,

d'ouverture méditerranéenne ; c'est un endroit paisible où l'on peut « rigoler », jouer de l'ambiance fraternelle. Et le collège, où les professeurs vous connaissent, prolonge cet univers d'enfance qu'il idéalise.

La froideur de la société globale va s'abattre sur lui dès qu'il passe la frontière de l'enfance. Au lycée où la sélection lui paraît partisane et où l'indifférence des professeurs décourage. Dans la grande ville, d'où un « énorme mur » vous sépare : un mur de préjugés qui « cataloguent », un mur d'argent injustifié, provoquant, et bientôt c'est le dérapage, puis l'escalade : absentéisme au lycée, petits vols, démêlés avec la police, puis défis à la société : violences et casses de magasins. La délinquance est pour ceux de son monde deux fois plus grave, la justice trois fois plus sévère.

Pourtant, la réinsertion est possible. Khaled l'a vécue à la

fin de son temps en liberté conditionnelle. Certes, dans la recherche d'un travail, il ne faut pas compter sur les institutions : elles vous enferment dans des stages, ne tiennent pas compte de vos goûts, ni de votre formation, ni de votre personne. Mais Khaled ne se laisse pas avoir : bon en chimie, il trouve à s'employer à 12 000 F par mois. Sauvée, il pense à son tour à une famille, rêve d'ordre, de solidarité fraternelle, de respect...

Pour la violence, il dit que c'était le dernier moyen de s'exprimer devant ceux qui ne vous écoutaient pas. Il a fait « bon usage » de la prison puisqu'en quelques semaines, il s'est mis à lire l'arabe, apprendre le Coran, et retrouvé dans sa foi le moyen de surmonter l'altération raciste. Il se découvre « ni arabe, ni français, mais musulman », dans le même sens que Paul, le chrétien, proclame qu'il n'y a « plus juif, ni grec, ni esclave, ni homme libre » mais des enfants de Dieu. Il jette enfin sur ceux-là mêmes qui l'excluent un regard de pitié, de compassion. Il sait que son avenir dépend de lui, entièrement, mais redoute le casier judiciaire qu'il traîne. Il s' imagine que, peut-être en Algérie...

L'entretien s'interrompt deux ans. Et reprend sous la forme d'un clip vidéo, brouillé : un homme en tenue de combat, au sol, lève un pistolet lentement contre un autre qu'on ne voit pas. Soudain il tressaille et c'est fini.

Le terroriste est mort. Reste un enfant qui nous parle.

Luc de GOUSTINE

(1) Le Monde, 7 octobre 1995.

Et la passion, Lionel ?

L'histoire a retenu les noms de Gautier-Sans-Avoir et de Jean-Sans-Terre. Voici maintenant Jospin-Sans-Passion.

Il est élu, et bien élu, au terme d'une campagne sage où l'on a tout de même entendu de drôles d'arguments. Ainsi Jean-Luc Mélançon, sympathique animateur de la Gauche socialiste, a vertueusement dénoncé la « dérive monarchique » que constituerait l'élection du Premier secrétaire du P.S. au suffrage direct. Qualifier de « monarchique », dérivante ou non, une pratique démocratique, il fallait le faire ! Merci pour la démonstration, cher camarade sénateur...

Tout occupé à la révision des concepts politiques et à la promotion de l'ancien candidat à la présidence, le Parti socialiste est resté d'une discrétion de violette sur les questions, grandes ou petites, qui préoccupent la nation. Comme le désir naît de l'absence, les socialistes sont aujourd'hui très demandés. Malgré l'hégémonie des formations de droite, malgré le poids considérable du RPR, certaines personnalités conservatrices vivent dans la peur du Front national et pressent les socialistes de se situer résolument à gauche afin que la vie politique du pays retrouve sa structuration traditionnelle, ses débats classiques et la perspective d'une alternance démocratique.

Sans doute flatté de se voir ainsi encouragé par ses adversaires, Lionel Jospin ne semble pas flairer l'air du temps puisqu'il a constitué une nou-

velle équipe qui sera sage comme une image. Sagesse économique avec François Hollande, deloriste patenté, sagesse européenne avec Elisabeth Guigou, sagesse opportuniste de Lionel Jospin qui semble validée par le score socialiste à la présidentielle. D'où les deux premières réponses à ceux qui s'interrogent sur la stratégie jospiniste :

Alternance ? Rien-ne-pressé. Le parti n'est pas prêt, et aucun événement ne doit déranger le calendrier. L'histoire est priée de respecter l'agenda du premier secrétaire, qui a marqué que les élections auraient lieu en 1998.

Projet-programme ? Cela s'appelle le « Réalisme de gauche » entendez par là le Rien-ne-change du modérantisme, de l'esprit gestionnaire, de l'humilité prudentissime qui ont valu à la gauche les succès bien connus des années 1988-1993. Le jospinisme, serait-ce du rocardisme sans cet électron libre qu'on appelle « Michel » ?

Face à l'immense déception de l'électorat chiraquien, face à l'immense attente de la population, c'est mièvre, c'est peu, c'est dangereux. Il serait grave que Lionel Jospin se trompe d'époque : la nôtre demande l'engagement passionné, l'aventure créatrice, non la froideur « responsable » de l'homme d'appareil.

Sylvie FERNOY

Chute et parachutes

La chute politique du Premier ministre est spectaculaire. Heureusement, il peut compter sur le soutien de ses adversaires.

Tous le soutiennent. Du bout des lèvres comme Philippe Séguin, à bout de bras comme le chef de l'État, faute de mieux pour ce qui concerne les militants du RPR, façon corde et pendu dans le cas des balladuriers, et les socialistes croisent les doigts en affirmant, non sans raison, que les échéances électorales doivent être respectées.

Logiquement, Alain Juppé devrait s'en sortir mais il lui faut encore compter sur son pire ennemi, qui n'est autre que lui-même :

- l'affaire de l'appartement qui s'est envenimée parce qu'il n'a pas déménagé avant l'été, lui a fait un tort durable dans l'opinion publique. Ce ne sont sans doute pas ses incartades immobilières qui lui valent un tel discrédit, mais cette hypocrisie qui consiste à dénoncer « la triche » des plus pauvres lorsqu'on est soi-même un tricheur fortuné ;

- en devenant président du RPR, le Premier ministre s'est privé d'une médiation indispensable entre le gouvernement et son électorat. Le patron du parti dominant est fait pour défendre la politique du Premier ministre, et pour expliquer les décisions difficiles aux militants : tel fut par exemple le rôle de Lionel Jospin après 1981. Alain Juppé a quant à lui décidé de jouer tous les rôles afin de pouvoir tout contrôler en vue de sa candidature à la prési-

dentielle. Il s'y prendra les pieds - d'autant plus qu'il hérite d'un parti divisé ;

- l'autoritarisme du Premier ministre n'est pas seulement pénible à supporter pour les membres du gouvernement : il est ressenti par tous les citoyens comme une marque de mépris. La colère des fonctionnaires, placés devant le fait accompli du gel des traitements et défilant massivement le 10 octobre, n'a pas servi de leçon : Alain Juppé a annoncé, avant l'ouverture des négociations sociales, la baisse du taux directeur des dépenses hospitalières (de 3,8 % en 1995 à 2,1 % en 1996) et l'augmentation du forfait hospitalier de 55 à 70 F par jour - mesure qui frappera durement les malades aux revenus modestes. Cette vision comptable de la politique de la santé, cette indifférence aux plus pauvres et ces provocations répétées à l'égard des syndicats ne feront qu'accroître l'impopularité du Premier ministre.

Dans un climat social délétère, tout au long d'une discussion budgétaire pleine de chausse-trappes, et au moment où le moral du pays est soumis à une menace terroriste aggravée par les insuffisances (pour ne pas dire plus) du ministre de l'Intérieur, Alain Juppé va souffrir. Et nous avec lui.

Annette DELRANCK

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Un jeune de nos quartiers - p.3 : Et la passion, Lionel ? - Chute et parachutes - p.4 : Séguin - Chirac et l'Algérie - p.5 : L'Amérique est de retour - p.6/7 : Cuissage : la naissance d'un mythe - p.8 : Verbatim - La nécessité de l'État - p.9 : L'Histoire selon Braudel - p.10 : Terre et liberté - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Exemplarité, suite....

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Séguin ?

C'est logique : plus Alain Juppé s'effondre, plus Philippe Séguin a la cote. Du moins dans les sondages qui, Édouard Balladur s'en souvient, ne garantissent pas le succès.

Mais que pourrait le président de l'Assemblée nationale dans la conjoncture présente ? Le très habile discours qu'il a prononcé aux Assises du RPR le 18 octobre dernier laisse dans le flou cette « autre politique » qu'il voudrait incarner. Philippe Séguin croit ou affecte de croire que le président de la République poursuit le même projet que pendant sa campagne, et se déclare persuadé que la réduction des déficits n'est qu'une première étape sur la voie du grand changement annoncé - alors que la politique conservatrice et rigoriste d'Alain Juppé est manifestement contraire aux orientations chiraco-séguiniennes de la campagne pour le premier tour.

De fait, Philippe Séguin ne pourrait sortir de cette contradiction qu'au prix d'un immense effort qui exigerait une révision profonde de la politique européenne. Or le président de l'Assemblée nationale est un homme seul, face à une majorité parlementaire foncièrement conservatrice. Entré à Matignon, pourrait-il échapper au moule de la pensée unique et aux pesanteurs sociales qui affectent le parti dominant ? La démonstration n'est pas faite.

A.D.

Avez-vous pensé à la souscription ?

Chirac et l'Algérie

Après l'annulation de la rencontre prévue entre Jacques Chirac et le président Zeroual, quelle doit être la ligne diplomatique de la France vis-à-vis de l'Algérie ?

Discrets depuis le début de l'été, les socialistes sont montés au créneau quelques jours après l'élection triomphale de Lionel Jospin sur un thème de politique étrangère que l'attentat du 17 octobre dans le RER rendait particulièrement sensible : ses ténors (Pierre Mauroy, Claude Estier, et le Premier secrétaire en personne) ont jugé « inopportune » la rencontre entre le président français et le président algérien.

Avant d'aborder la question de fond, il faut rappeler que les dirigeants socialistes sont particulièrement mal placés pour « juger » quoi que ce soit en ce qui concerne les affaires d'Algérie. Mis à part François Mitterrand qui avait exprimé de brefs regrets lors de l'interruption du processus démocratique en janvier 1992, les responsables socialistes n'ont rien dit et rien fait, avant les émeutes de 1988 et après, avant le coup d'État de 1992 et après, pour arrêter la mécanique du désastre auquel nous assistons.

Rien dit pour tenter d'infléchir un pouvoir dictatorial et corrompu qui ne pouvait manquer d'être de plus en plus violemment contesté par le peuple algérien.

Rien fait pour soutenir la relance du processus électoral et pour aider les forces démocratiques algériennes à trans-

former un pays qui dispose, sur le plan économique, des solides atouts que lui donnent ses ressources pétrolières et, à terme, son agriculture. Ainsi, le protocole financier signé en 1988 avec l'Algérie (pour un montant de 6 milliards de francs) a été conçu en dépit du bon sens, c'est-à-dire sans promesse d'assainissement des pratiques économiques et financières du régime.

Triste bilan, que l'Algérie et la France paient aujourd'hui de diverses manières.

Quant à la préparation de la rencontre entre Jacques Chirac et Liamine Zeroual, elle a été pour le moins confuse. Les Français avaient entendu leur président proclamer sa neutralité dans le conflit entre les Algériens, puis il a semblé accorder son soutien à un dirigeant algérien qui cherche à se faire plébisciter lors d'une consultation qui n'est ni démocratique ni significative (en raison du climat de guerre civile, des pressions du pouvoir et du boycott décidé par le Front des Forces socialistes, le FIS et le FLN). Devant l'émotion, on s'est empressé de préciser en haut lieu que le président français souhaitait évidemment que l'Algérie trouve enfin la voie démocratique.

Sur le fond, un échange de vues entre les deux présidents était tout à fait concevable à l'occasion du cinquantième

anniversaire de l'ONU pour cette simple raison que Jacques Chirac avait récemment rencontré le président tunisien et le roi du Maroc. Un contact avec Liamine Zeroual s'inscrivait donc dans le cours normal de la vie diplomatique.

Devant le refus du président de la République de médiatiser la rencontre, le président algérien a décidé de l'annuler ce qui laisse penser que depuis le début la France s'est trouvée confrontée à une manipulation algérienne. Maintenant que nous sommes sortis de cette période confuse - qui laisse entière l'interrogation sur l'origine des attentats commis en France - la question importante est de savoir si notre pays va enfin adopter une attitude claire vis-à-vis de la question algérienne. La France ne peut continuer à soutenir sur le plan politique et financier une dictature militaire et policière qui, par son impérialisme et sa corruption, est la principale responsable de la crise économique et sociale algérienne et de la violence qui en est résultée.

Il nous faut par conséquent favoriser le mouvement démocratique algérien et continuer à demander la tenue d'élections législatives libres. Telle est la seule attitude à la fois digne et responsable, qui n'annulerait pas nécessairement le risque terroriste dans notre pays (il y a plusieurs causes, et plusieurs acteurs possibles) mais qui permettrait à la France et à l'Algérie de fonder leurs relations politiques et économiques dans le long terme.

Philippe VILLARET

L'Amérique est de retour

Position dominante ou isolationnisme, les États-Unis basculent toujours entre les deux extrêmes. Mais au lieu de se demander ce qu'ils veulent, peut-être faudrait-il savoir ce que, nous, nous voulons.

Notre ministre des Affaires étrangères a récemment résumé le dilemme où nous nous trouvons : « *au moment des grandes décisions politiques, a-t-il dit, les Américains ou bien ne sont pas là, et nous avons du mal à bouger, ou bien ils sont là, et ils le sont avec un style qui est le leur et qui n'est pas toujours le nôtre* ». Il est difficile d'être plus clair, d'autant que le président Clinton disait à peu près la même chose au même moment de l'autre côté de l'Atlantique.

L'avantage avec les Américains est qu'ils ne font rien à moitié. Ou bien ils ne font rien, ou bien ils contrôlent tout ce qui est fait : commandement américain, majorité de soldats américains ; et pas pour faire de la figuration mais pour gagner. Et s'il faut partir, tout le monde part comme au Liban et en Somalie.

Qu'est-ce qui décide de cette suprématie ? Curieusement ce n'est pas l'argent, car les Américains souvent contribuent pour fort peu aux dépenses et font surtout payer les autres.

Qu'est-ce alors qui attire ? La force, ou mieux le spectacle de la force, comme dans la guerre du Golfe, cette sophistication avec laquelle aucune armée au monde ne peut rivaliser et à laquelle nos interventions européennes doivent obligatoirement faire appel (communications, satellites

d'observation). Mais cela ne suffit pas : certains Américains ajoutent aussi la force morale, le prestige inégalé d'un Wilson débarquant en France pour donner au monde la Société des Nations, d'un Roosevelt, d'un Kennedy, trois démocrates comme Clinton. C'est à nouveau le rêve américain. C'est cette capacité à dire non pas tant le Droit, ce qui serait plutôt notre office, que le Bien.

Aujourd'hui, Haïtiens, Cubains ou Sud-Américains en général, ont quasiment perdu toute référence à l'impérialisme. Le mot a disparu du vocabulaire international avec le communisme. En Afrique, les Ivoiriens situent sans doute la France au cœur de leurs querelles, mais la nouvelle génération, elle, se rêve aux « *States* ». Les Africains ont en effet la chance de profiter du régime des quotas d'immigration aux États-Unis alors qu'ils se voient systématiquement refuser leur visa pour la France, y compris et surtout pour études ! Les Tchèques, les Polonais, les Palestiniens (autant sinon plus que les Israéliens), même les Vietnamiens, marquent un engouement pour les États-Unis qui relativise singulièrement l'attrait pour le pays des Droits de l'Homme ou le rêve européen. Les États-Unis sont vus non seulement comme une terre d'immigration ouverte - ce qu'évidemment nous ne sommes plus - mais aussi, ce qui est plus grave pour nous, pour le pays du Bien.

Au-delà de la victoire sur « l'Empire du Mal », l'intervention à Haïti pour rétablir le président Aristide - quoiqu'on puisse en penser sur le fond - a été très forte en termes d'image. Washington a compris alors son erreur en Somalie. Le Bien ce n'est pas seulement, ni même d'abord, l'aide humanitaire, « *Aid for Africa* » est dépassé. Le Bien suppose un sujet politique : il lui faut Aristide, Arafat ou les Bosniaques. C'est sans doute la raison principale du choix bosniaque qu'aucune raison géopolitique ou économique ne suffirait à expliquer par ailleurs. Là où nous errions gravement avec nos cartes, eux ne s'en soucient guère. Ce fut l'erreur de Kissinger au Viêt-nam, en quoi il était resté européen. L'Amérique depuis 1919 n'a que faire des cartes. C'est le pays de la Frontière, non des frontières.

Ils n'ont pas d'argent pour l'aide au développement, ils ne sont pas prêts à immobiliser leurs « *boys* » et nous laisseraient volontiers seuls au sol. C'est sans doute ce qui arrivera. Il n'empêche qu'ils raflent la mise. Cela va au-delà de l'absence d'une politique étrangère et de Défense commune à l'Europe. M. de Charette croit que si les Européens étaient rassemblés, ils détermineraient le cours des choses. Voire. En tout cas, en Bosnie, cela n'aurait et n'a pas suffi. C'est plus une question de forme que de structure. Il faut retrouver l'esprit. Si l'esprit est là, les Européens se rassembleront et non l'inverse. C'est ainsi que le dialogue transatlantique peut être utile. Sinon, ce sera un nouvel alignement.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** : Le prince de Venise, Emanuele-Filiberto de Savoie, vingt-trois ans, est le premier prince de la famille royale à pouvoir s'exprimer devant les téléspectateurs d'Italie. Exilé à Genève avec son père Victor-Emanuele le jeune homme a participé à une émission satirique de la RAI consacrée au football. Après avoir reconnu qu'il avait enfreint la loi d'exil en passant une heure incognito en Sardaigne sur le bateau d'un ami, Emanuele-Filiberto a appelé de ses vœux la fin d'un exil qu'il juge « absurde et stupide » pour pouvoir vivre à Venise, « la plus belle ville du monde », dont il porte le nom.

♦ **TONGA** : Ce petit royaume ne fait guère parler de lui. Pourtant, le ministre des Affaires étrangères qui est aussi le prince héritier Tupouto, a estimé récemment que les États du Pacifique devaient adopter une attitude « *plus réaliste* » face à la reprise des essais nucléaires français. « *Paris a un rôle très important dans le maintien de la paix dans le monde. Nous devons nous souvenir également que la France est le seul pays latin à posséder l'arme nucléaire, et plus important encore, la seule puissance nucléaire catholique* ».

♦ **ALBANIE** : A l'occasion du centenaire de la naissance du roi Zog I^{er} des Albanais, la communauté exilée à Paris s'est retrouvée le samedi 14 octobre au cimetière de Thiais devant la tombe du roi, décédé à Paris en 1961, pour lui rendre hommage. Aux côtés du commandant Hylle Spahija, représentant du roi Leka I^{er} en France et de Skender Zogu, neveu du roi Zog, étaient également présents la demi-sœur de la reine-mère Geraldine, Mme Sylvianne Muselier et son fils Renaud Muselier, député RPR de Marseille. Cette manifestation fait écho au symposium de savants et d'historiens organisé par les autorités albanaises à Tirana le 8 octobre pour rendre hommage au roi Zog, héros de l'indépendance contre le joug ottoman. Six partis de l'opposition ont profité de l'occasion pour faire progresser l'idée d'un référendum sur la question monarchique.

♦ **OMAN** : Le prince de Galles s'est rendu pendant quelques jours en visite au sultanat d'Oman où il a notamment rencontré le sultan Qabous. Il en a profité pour revenir sur une idée qui lui est chère, renforcer la compréhension entre l'Islam et l'Occident. « *Nous pouvons apprendre du monde musulman comment restaurer un sens du sacré dans notre vie* » a-t-il déclaré.

♦ **SUEDE** : Pour la première fois depuis son investiture comme princesse héritière, Viktoria de Suède a accompagné ses parents, le roi Carl XVI Gustav et la reine Silvia, à l'ouverture solennelle du parlement suédois.

♦ **PORTUGAL** : La Maison de Bragança devrait confirmer dans les prochaines semaines l'annonce d'un heureux événement au foyer de Dom Duarte et de Dona Isabel. On se souvient que le duc de Bragança, chef de la Maison royale, s'était marié en grande pompe à Lisbonne le 13 mai.

Encore évoqué par Georges Marchais pour justifier l'intervention soviétique en Afghanistan, et plus récemment à propos

de la loi réprimant le harcèlement sexuel, le droit de cuissage est dénoncé comme une survivance de notre passé médiéval. C'est cette fausse évidence que dénonce Alain Boureau, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et historien du Moyen Age. Comment s'est fabriqué ce mythe, dans la littérature et dans l'historiographie ? Quels intérêts idéologiques et politiques a-t-il servi ? L'enquête est passionnante et ses résultats parfois surprenants.

■ **Royaliste : Quel a été le point de départ de votre recherche ?**

Alain Boureau : L'actualité. Vous savez qu'on a introduit dans notre code pénal la notion de harcèlement sexuel, qui venait d'Amérique et qui a eu du mal à s'imposer car le mot harcèlement n'avait en français aucune signification juridique alors que « *harassement* », en droit américain, fait référence à des notions cousines et jumelles. Dans la presse française, et pas seulement dans la presse populaire, on a traduit « *harassement* » par « *droit de cuissage* », en référence à cette coutume prétendue selon laquelle, au Moyen Age, le seigneur avait le droit de passer la nuit avec la femme qu'un de ses sujets venait d'épouser.

■ **Royaliste : Comment se fait-il que cette image ait perduré ?**

Alain Boureau : Un des agents de cette permanence de l'expression a été Beaumarchais relayé par Mozart : le point de départ des *Noces de Figaro*, c'est la menace d'application du droit de cuissage par le comte Almaviva à l'égard de Suzanne. Dans la pièce de Beaumarchais, le droit de cuissage renvoie à un passé barbare et violent - celui d'un Moyen Age dont la légende noire continue d'être évoquée dans la presse. Tout cela est bien entendu très pénible pour le médiéviste que je suis, et c'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu écrire ce livre.

■ **Royaliste : Comment prouvez-vous le caractère mythique du droit de cuissage ?**

Alain Boureau : Dans une Europe médiévale où le mariage est, depuis le XII^e siècle un sacrement chrétien fortement contrôlé par le clergé, il est évident que tout abus aurait été immédiatement repéré, discuté et sanctionné. Or il n'y a aucun document sur ce point. L'histoire du droit de cuissage est donc l'histoire d'un mythe. Encore faut-il prouver qu'il n'y a pas de réalité derrière les allégations.

■ **Royaliste : Quel est le point de départ de votre enquête ?**

Alain Boureau : C'est le XIX^e siècle, époque à laquelle le mythe du droit de cuissage avait encore un sens très vif, qui puisait dans les époques antérieures. J'ai déjà évoqué Beaumarchais, qui montre une aristocratie ressortant de vieux grimoires pour redonner force à une oppression ancienne. Au XIX^e siècle, le terreau est différent. Entre 1814 et 1848, on a une image assez consensuelle du Moyen Age, en raison de l'effort qui est fait pour penser la continuité entre la période médiévale et la période contemporaine. Il y a ainsi la volonté monarchique de relier la Charte de 1814 au Moyen Age, et le consensus se fait sur l'idée qu'il y a eu du XII^e (la révolution communale) au XVIII^e siècle une longue période d'alliance entre le peuple et la royauté, qui se

retrouve au XIX^e siècle, après une rupture en 1789 qui n'aurait été qu'un accident. Tel est le thème de l'historiographie libérale, tant monarchiste que républicaine, celle de Guizot et d'Augustin Thierry.

La révolution de 1848 change les données et provoque la constitution de nouvelles alliances conservatrices face au socialisme montant : ainsi le Second Empire tente de rallier un catholicisme en cours de renouvellement, certains monarchistes et républicains conservateurs, contre le « parti du Mouvement » républicain et socialiste. C'est en pleine période d'alliance du trône et de l'autel que se produit l'affaire qui est le point de départ de mon enquête : en 1854, un notable des deux monarchies et de la II^e République, nommé Dupin, lit à l'Académie des Sciences morales un rapport sur un ouvrage d'érudition locale qui porte sur les coutumes du Béarn et qui contient un document du XVI^e siècle faisant explicitement mention du droit de cuissage. La mention occupe une place minime dans l'ouvrage, mais Dupin (qui est un politique) met l'accent sur le « fait », la presse s'empare de l'affaire et dénonce l'ancienneté de l'exploitation aristocratique. Une réaction très forte a lieu du côté catholique, sous la plume de Louis Veuillot, directeur de *L'Univers*, qui publie de nombreux articles et qui les réunit rapidement dans un volume de 400

pages à l'automne 1854. La polémique va durer plusieurs années, entre les chartistes mobilisés par Veuillot pour la défense de l'aristocratie médiévale et de l'Eglise (car on évoquait le droit de cuissage pratiqué par certains évêques), et les républicains libéraux.

Nous avons donc une bataille politique entre les catholiques et les anticléricaux, dont procède notre conception du Moyen Age dans sa chronolo-

gie et dans sa couleur. Louis Veuillot et ses amis faisaient du Moyen Age un modèle : il s'agissait de revenir, non plus au XII^e siècle des communes, mais au XIII^e siècle de saint Louis qui est présenté comme l'image même de la coopération entre l'Eglise, l'Etat et une société hiérarchisée. Du côté républicain, on présente le Moyen Age comme une époque sombre et brutale, le droit de cuissage représentant

dans cette perspective le comble de l'exploitation - que la Renaissance, autre mythe construit un peu plus tard, aurait lentement abolie.

■ **Royaliste : La thèse de Veuillot a été combattue d'une manière qui paraît convaincante...**

Alain Boureau : En effet. En 1857, un chartiste bordelais, Jules Delpit, publie un livre qui attaque point par point l'argumentation de Veuillot à partir d'une liste de cinquante-quatre preuves du droit de cuissage, où l'on trouve quatre types de documents :

1^o des faux récents : il y a par exemple celui qui concerne la fondation de Montauban au XII^e siècle. Une légende datant du XVII^e siècle disait que les paysans du domaine du monastère de Saint-Médard excédés par les excès des moines - notamment le droit de cuissage - s'étaient révoltés et avaient fondé la ville de Montauban. La légende n'a rien de médiéval, et je vois sa cause dans les guerres de religion : en 1562 la cathédrale de Montauban, qui était sur le territoire de Saint-Médard, a été brûlée par les protestants. Il est probable que les incendiaires ont justifié leur acte en attribuant une malédiction d'origine à ce lieu, et prétendu que c'était un lieu de fornication pour les moines, ce qui était banal dans la propagande protestante de l'époque.

2^o de très nombreuses attestations authentiques d'une taxe sur les mariages perçue par

des seigneurs, et qui sont accompagnées de rites étranges. Ces taxes étaient désignées sous le nom de « *culage* » (*culagium*), qui vient de cueillette, mais à partir du XVI^e siècle cette taxe a été faussement interprétée comme une compensation au droit de cuissage. Il y avait aussi au Moyen Age des taxes perçues par des communautés villageoises sur les mariages ; elles pouvaient se réduire à quelques gestes rituels, folkloriques, qui ont donné lieu à la légende du droit de cuissage.

3^o des mentions authentiques d'une taxe épiscopale sur les nuits de la mariée. Il y a ainsi une affaire qui oppose entre 1390 à 1410 les paroissiens d'Amiens et d'Abbeville à l'évêque d'Amiens qui voulait percevoir une taxe pour dispenser les jeunes mariés d'une chasteté de trois nuits. Dès le début des XVI^e, on interprète cette taxe comme un déguisement du droit de cuissage, alors que le dossier de cette affaire, que je présente dans mon livre, est parfaitement clair et ne permet aucune interprétation de ce type : il s'agit simplement d'un rite pieux, dont l'évêque d'Amiens avait voulu faire un précepte. Cette question du droit de cuissage ecclésiastique a eu une grande importance car cette prétendue pratique représentait le comble de l'exploitation. Je crois en avoir trouvé une des origines littéraires dans les *Cent Nouvelles Nouvelles*, recueil anonyme rédigé à la cour de Bourgogne vers 1462. La 32^e nouvelle raconte que des franciscains observants installés en Catalogne prélevaient une dime en nature sur le sacrement du mariage, que chaque jeune épouse payait en couchant avec un des franciscains du couvent...

4^o il reste quatre textes énigmatiques de seigneurs qui disent avoir droit de cuissage. Il s'agit d'*aveux et de dénominations*, c'est à dire de textes sans grande valeur juridique rédigés par un vassal et énumérant à l'intention de son suzerain les biens qu'il détient. Trois de ces textes mentionnent le droit de cuissage comme un droit passé, racheté ensuite par une taxe. Un seul document de 1537 émanant d'un seigneur du Béarn, Jean de Louvie-Soubiron, qui affirme que le droit de cuis-

sage existe encore. Mais quand on regarde de près le document, on s'aperçoit qu'il manifeste chez son auteur le désir de passer pour un seigneur en manifestant les attitudes les plus extrêmes - ceci au moment où le prince de Béarn établit un recensement de sa principauté afin de remanier de fond en comble la fiscalité. Aussi demande-t-il aux seigneurs d'énumérer leurs biens. Mais je montre dans mon livre qu'il n'y a pas de seigneur dans le Val d'Ossau ! Le « seigneur » de Louvie-Soubiron essaie de se faire reconnaître, de s'inventer une domination qui n'existe pas car les droits qu'il revendique portent sur deux communautés qui n'ont jamais été en rapport de servitude. Ce quatrième document, qui a eu une fortune extraordinaire, ne repose donc sur rien.

■ **Royaliste : Quel était finalement l'usage de ce mythe ?**

Alain Boureau : Les historiens qui n'ont pas cru au droit de cuissage ont pensé que c'était un mythe de l'époque des Lumières. En fait j'ai trouvé la première mention de ce mythe en 1247 : à partir de cette date et jusqu'au XVIII^e siècle, le droit de cuissage est inventé dans le but de déconsidérer la seigneurie. Cela relève du persiflage social. Ce qui est en jeu, ce sont les institutions centrales : l'Etat royal veut déconsidérer la seigneurie, qui fait obstacle à la centralisation du pouvoir, en lui attribuant devant les sujets des pratiques archaïques ou barbares. A partir du XV^e siècle, cette dénonciation se retrouve de façon très précise chez les magistrats et les légistes royaux. Les philosophes des Lumières prendront le relais, pour démontrer que le local est toujours le tyrannique, et que la liberté du citoyen est toujours mieux garantie par le national et par l'universel.

Propos recueillis par Y. Landevennec

Alain Boureau

Le droit de cuissage
la fabrication d'un mythe

prix franco : 158 F.



Verbatim

Nécessité de l'État

En France, l'État est la condition première du dynamisme économique et social. Sur ce thème, l'analyse libératrice d'un universitaire américain.

Spécialiste des élites françaises, et auteur sur ce sujet de plusieurs ouvrages qui font autorité, Ezra Suleiman fait partie de ces universitaires américains qui aiment la France et la connaissent d'autant mieux qu'ayant un pied sur chaque continent, ils l'éprouvent intimement tout en la regardant à distance.

Ce double regard est un atout précieux lorsqu'on se propose de dresser un bilan de la France depuis la seconde guerre mondiale, en une période cruciale où notre pays hésite, comme Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle, entre le conformisme de la « pensée unique » et une nouvelle aventure. A cet égard, *Les Ressorts cachés de la réussite française* (1) constituent une contribution au débat d'autant plus importante et bienvenue que, sans se départir de sa rigueur universitaire, Ezra Suleiman bouscule allègrement nombre d'idées reçues.

D'abord, notre Américain a le courage de dire, à contre-courant de la mode, que Tocqueville est un auteur daté et contestable dans son apologie des associations privées et de la décentralisation. Portant le fer plus profond, il conteste à la fois les analyses de Max Weber sur les relations entre protestantisme et capitalisme, de Michel Crozier sur la société bureaucratique et d'Alain Peyrefitte sur le « mal

français ». Point comparables quant à leur envergure intellectuelle, ces quatre personnages sont à l'origine de l'idée que la France centralisée, catholique et corporatiste, serait inapte au commerce et à la démocratie, inadaptée à la modernité capitaliste et, somme toute, incapable de changer. Telles seraient les racines du mal français, qui feraient de notre pays une « société bloquée ».

Ces idées reçues sont des idées fausses. Depuis 1945 la France s'est délibérément transformée, en profondeur et dans tous les domaines, sous l'impulsion de l'État, au point de devenir la quatrième puissance mondiale et de représenter, en certains domaines, un modèle d'organisation et de modernité. A juste titre, Ezra Suleiman rappelle aux bons apôtres de la *Démocratie en Amérique* que les États-Unis n'ont pas de véritable système de protection sociale, cite à l'intention des théoriciens du déclin français nos principales réussites techniques et commerciales, et dément la thèse du blocage en évoquant l'ampleur des bouleversements dans le monde agricole, les mutations industrielles, le développement des services.

Or toutes ces transformations se sont accomplies sous

l'égide d'un État qui a été le principal agent du changement économique et social grâce à la planification indicative, au dynamisme de services publics qui ont su innover (le Minitel, le Concorde) et se moderniser (les télécommunications) et à de grands administrateurs qui ont été les acteurs de la réforme éclairée. Et puis, la France n'a-t-elle pas su, avec le général de Gaulle, se donner des institutions politiques stables et à ce point conformes à l'esprit de la nation qu'elles font aujourd'hui l'objet d'un large consensus ?

Il y a cependant de nombreuses limites à l'incontestable réussite française : les paradoxes institutionnels, le système de castes dans lequel s'enferme une haute fonction publique de plus en plus politisée, et la corruption qui ronge les milieux politiques comme ceux de l'économie, et qui a été aggravée par la décentralisation.

Ezra Suleiman éclaire tous ces points avec mesure et précision. Loin de lasser le lecteur par la rigueur de sa réflexion, il lui donne ou redonne envie de faire de la politique pour éviter que la France ne se fourvoie dans l'impasse du conformisme néo-libéral, nul dans sa théorie et pratiquement désastreux.

Annette DELRANCK

(1) Ezra N. Suleiman - « Les Ressorts cachés de la réussite française » - Seuil - 1995 - prix franco : 150 F.

Pour que Royaliste vive, votre aide nous est indispensable !
Participez à la souscription.
Abonnez vos amis : 3 mois essai = 25 F.
Utilisez nos autocollants.

L'Histoire selon Braudel

L'excellente biographie de Fernand Braudel que Pierre Daix vient de publier m'a fait ressouvenir de ce qu'Henri Marrou disait de l'historien dont l'ambition de compréhension synthétique du passé est telle qu'elle présente quelque analogie avec la force de l'Esprit divin. Braudel qui se voyait, lui, dans la position de Dieu le Père contemplant le monde, ne peut échapper à une telle analogie limite. Avec lui, l'Histoire a toutes les ambitions, elle n'admet plus de limites, sauf celles démesurées qui sont celles du temps et de l'espace de l'homme. Titanesque désir que celui du maître d'œuvre de l'Histoire totale, mais qui tout de même trouve sa mesure dans le souci de l'homme de se comprendre lui-même. C'était le sens de sa leçon d'ouverture au Collège de France, le 1^{er} décembre 1950 : « *L'histoire est fille de son temps. Son inquiétude est donc l'inquiétude même qui pèse sur nos coeurs et nos esprits. Et si ses méthodes, ses programmes, ses réponses les plus serrées et les plus sûres d'hier craquent tous à la fois, c'est sous le poids de nos réflexions, de notre travail, et plus encore de nos expériences vécues. Or ces expériences, durant ces quarante dernières années, ont été particulièrement cruelles pour tous les hommes ; elles nous ont rejeté avec violence, vers le plus profond de nous-même et, par delà, vers le destin d'ensemble des hommes...* ».

La démesure du projet n'est donc pas le fruit d'on ne sait quelle paranoïa. Elle s'inscrit dans l'expérience personnelle d'un homme de ce siècle, né lorrain, tôt investi dans la recherche historique la plus classique, mais découvrant empiriquement, au fur et à mesure, l'appel à un élargissement des perspectives qui correspond à ses interrogations les plus légitimes. Pierre Daix en montre la genèse à travers l'évolution du sujet de sa thèse célèbre, qui à l'origine était étroitement circonscrit : *Philippe II et la politique espagnole en Méditerranée de 1559 à 1574*. Mais son travail va l'amener à sortir du cadre étroit de la politique pour découvrir le rôle de l'économie, au sens large du terme, à travers les archives, celles de Gènes, celles de Dubrovnik. Et petit à petit, le renversement se produit. La Méditerranée devient le sujet de la thèse ; c'est la nécessité de s'ouvrir à l'espace où se font les échanges. Du coup l'espace réclame un élargissement du temps. Les quinze années prévues ne suffiront pas, si on veut vraiment rendre compte de l'activité des hommes ! Car c'est d'elle qu'il s'agit d'abord, à l'encontre d'un récit réduit à l'histoire batailles. Le contact avec les archives, conduit à la réalité de l'histoire et en même temps à l'imagination nécessaire à la reconstruction du passé dans sa totalité la plus discernable. « *J'ai le goût des archives. J'ai toujours été surpris, enchanté, par ce que l'on y découvre ; vous vous attendez à des renseignements sur les bateaux, vous trouvez des renseignements sur les propriétés foncières. Vous abordez une série concernant les paysans et les seigneurs et vous tombez bec à bec sur un marchand* ».

La rencontre avec les fondateurs de l'École des *Annales* devait se faire forcément. Mais ce n'est pas elle qui

par Gérard Leclerc



détermine sa recherche d'abord. Elle est commandée par un souci commun d'élargissement des frontières et d'ouverture des disciplines les unes aux autres. Toutefois, avant Lucien Febvre, c'est Henri Pirenne qui marque sur Braudel son influence. Du grand historien belge il a entendu à Alger où il est alors professeur - c'est en 1930 - une prodigieuse conférence sur l'unité du monde méditerranéen, qui associe toutes les dimensions possibles : politique, économique, culturelle, religieuse. L'impression sera profonde. Quant à Lucien Febvre, avec qui les relations seront extrêmement amicales, dans un échange intellectuel constant jusqu'à la mort du cofondateur des *Annales*, il apporte à Braudel la confirmation de son appétit passionné de la vie : « *La Science, disait Febvre, ne se fait point dans une tour d'ivoire. Elle se fait à même la vie, par les vivants qui baignent dans le siècle* ». L'auteur du *Luther*, du *Rabelais*, lecteur enchanté de Michelet n'était ce pas un magnifique humaniste au sens de la Renaissance, à la recherche de tout ce qui pouvait élargir la palette apte à dépeindre la complexité diaprée de l'humanité ?

On ne peut s'étonner que l'ouverture à l'espace et aux acteurs des échanges méditerranéens ait amené l'historien à penser l'économie, et un jour le capitalisme, d'une façon qui ne pouvait que le rapprocher de l'intention de Marx, non sans s'en distinguer. Jacques Attali dira qu'il a osé construire une grande théorie de l'histoire « *comme nul n'osait plus la tenter depuis Marx* ». Lui-même retint du marxisme son « peuple de modèles » dont on a eu tort de faire des lois automatiques, alors qu'il aurait fallu garder son pouvoir créateur en ramenant ces modèles « *sur les fleuves changeants du temps* ». Braudel n'a pas peur de penser « le capitalisme », alors que François Perroux lui aurait plutôt déconseillé l'usage en tant que « mot de combat ». Cela ne veut pas dire pour autant qu'il s'enferme dans l'économisme. Son analyse toujours disponible pour épouser la complexité de la vie ne se satisfait jamais de solutions simples.

Dans le débat contemporain sur la notion de marché auquel il est très attaché, il refuse l'idée de laisser toute liberté aux monopoles comme celle qui consiste à s'en remettre à la seule puissance de l'État.

Faut-il s'étonner qu'à la fin de sa vie, l'historien de la totalité revienne à la question de *l'Identité de la France* ? Justement, n'était-il pas temps de revenir à la France, pour la comprendre, avec l'ambition de totalité qui était la sienne. C'était aussi de sa part une question de loyauté. Il voulait se libérer d'une dette. Cela nous donne ces trois gros volumes terminaux sans que le projet ait été mené à terme. Emmanuel Le Roy Ladurie a été frappé par l'intérêt du dernier Braudel pour l'histoire religieuse. Malheureusement la mort de l'historien nous a privés de ce dernier volet, où peut-être l'intéressé se posait à lui-même une question esquivée à cause du Père qui a fait pour lui-même et pour son fils le choix du refus du christianisme. Ce qui est sûr, c'est que cette interrogation dernière consonne avec l'ambition de totalité.

De son vivant déjà, Braudel a été contesté. Le succès de *Montaillou, village occitan* marque peut-être le retour à une histoire courte, moins roulée dans le grand flux de l'espace et du temps. Mais l'auteur de *la Méditerranée* demeurera forcément une référence, parce qu'il a démontré que même l'histoire localisée appelait à un dépassement de ses limites. Le beau livre de Pierre Daix passionnera qui aime cet âge d'or des historiens que nous avons vécu.

Pierre Daix - « Braudel » - Grandes biographies - Flammarion - prix franco : 170 F.

Terre et liberté

L'idée et la lutte révolutionnaires s'épuisent ensemble dans le « réalisme ».
Actualité de *Land and Freedom*, le dernier film de Ken Loach.

Un jeune chômeur anglais, membre du Parti communiste, décide d'aller combattre le fascisme en Espagne. Par le hasard d'une rencontre, il s'engage dans la milice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (le POUM qui refuse l'obédience stalinienne) et part sur le front d'Aragon. C'est le moment - été 1936 - où la cause de l'Espagne républicaine et révolutionnaire est encore d'une belle et exaltante simplicité. Unité contre le fascisme qui mêle les hommes et les femmes, les anarchistes et les communistes, et les antifascistes accourus de toute l'Europe. Démocratie directe puisque, dans les milices anarchistes et « poumistes », les officiers sont élus et les décisions sont soumises au vote. Révolution collectiviste immédiate des terres préservées ou reconquises...

Telle est l'Espagne fraternelle que découvre le jeune David et qu'il va vivre quelques mois en compagnie d'un Irlandais, d'un Allemand et de deux jeunes femmes, Bianca et Maïté, combattantes héroïques comme il y en eut tant, en Espagne républicaine puis, quelques années plus tard, chez les Partisans russes et yougoslaves.

Las. C'est dans un village pris aux nationalistes, lorsque les paysans discutent de la collectivisation des terres, que la première fracture apparaît entre les miliciens antifascis-

tes. Nous sommes au coeur du film, dans un débat qui évoque sans manichéisme la collectivisation mais qui pose surtout la question toujours actuelle de la mise en oeuvre d'une idée révolutionnaire.

Faut-il temporiser quant à la redistribution des terres, modérer la révolution pour tenir compte des contraintes internationales, et rejoindre les plus efficaces - en l'occurrence les communistes qui disposent du soutien russe, donc d'armes modernes ? David hésite, mais toujours en s'engageant au péril de sa vie, de ses amitiés et de son amour pour Bianca : il quitte le POUM, rejoint le Parti, participe aux combats qui opposent les staliens aux anarchistes et aux poumistes à Barcelone en 1937 puis, écoeuré, part retrouver ses premiers camarades sur le front. La fin sera tragique.

Mais point d'amertume ni de désespoir politique chez Ken Loach. Hors de toute nostalgie, et au-delà de la guerre civile espagnole, l'utopie est à ses yeux la seule réalité qui tienne, car c'est elle qui met les hommes en mouvement, l'efficacité est du côté de ceux qui restent fidèles à leurs idées, car on ne se mobilise que pour des causes qui ont du sens, et les « contraintes » qu'on invoque ne justifient jamais l'aliénation de la liberté. Film intense et forte leçon.

Maria DA SILVA

Baudouin

Homme modeste et altruiste, personnage shakespearien et saint du XX^e siècle, le roi Baudouin aura été « l'une des plus hautes consciences morales de toute l'humanité ».

La riche personnalité du roi Baudouin avait déjà suscité, de son vivant, un certain nombre d'ouvrages. Dans les mois qui ont suivi sa mort, d'autres publications s'y sont ajoutées, mais il s'agissait le plus souvent d'albums de circonstance. Le livre que le prince de Lobkowitz consacre au cinquième Roi des Belges fera date car, s'il est encore trop tôt pour porter sur Baudouin et son long règne le regard froidement analytique de l'historien, cette biographie conjugue harmonieusement sensibilité et rigueur pour offrir au grand public comme au lecteur critique la vie d'un souverain exceptionnel.

Ainsi l'intention de son auteur, par ailleurs juriste catholique et politicien libéral bruxellois, est de raconter « sans prétention mais avec passion l'histoire d'un homme qui a été, tour à tour, le plus jeune Roi du monde, le dernier Roi catholique (avant l'accession au Trône d'Espagne de Juan Carlos) et, 42 ans plus tard, le plus ancien de tous les chefs d'État ».

Stéphane de Lobkowitz préparait ce « portrait politique et humain » dès avant la mort du Roi. Il y aborde tant la vie familiale que publique de Baudouin et y traite de la fonction royale sous son règne et des tâches quotidiennes d'un monarque contemporain. Bien évidemment, les rencontres avec les acteurs mondiaux de ces dernières décennies sont

nombreuses ; de Georges Pompidou (qui, en présence du Roi, plaiderait en faveur de Bruxelles comme capitale de l'Europe) à Helmut Kohl (qui saluait en Baudouin « un grand Européen qui a contribué de façon significative à la réconciliation entre les peuples après la Seconde Guerre »), et de Jacques Delors (« le Roi est une personnalité remarquable, très soucieuse des autres, attentif à la misère et à tout ce qui peut dégrader l'homme ») à Jean-Paul II (« un Roi exemplaire et un chrétien fervent »), tous se sont dit impressionnés autant par l'homme que par l'homme d'État.

« Le danger qui nous guette, c'est la flatterie », écrivait Baudouin dans ses carnets intimes. Des fragments de ceux-ci ont été publiés par le cardinal Suenens dans un ouvrage récent, *Le roi Baudouin, une vie qui nous parle*. L'ancien Primat de Belgique y raconte ses entretiens spirituels avec le Roi et y commente des extraits du journal du Souverain.

Deux livres qui se complètent et qui éclairent mieux encore une vie qui brillera longtemps.

Christian LIBENS

Stéphane de Lobkowitz, « Baudouin » - Éd. J.-M. Collet, 1994 - avec 36 p. de photos hors-texte - prix franco : 160 F.

Cardinal Suenens - « Le roi Baudouin, une vie qui nous parle » - Éd. FIAT, 1995 - prix franco : 93 F.

L'abbaye est bien pauvre quand les moines vont aux glands...

L'appel que je lançais ici-même il y a quinze jours a été rapidement entendu et voici une première récolte de « glands » qui montre combien nos amis sont attentifs à nos soucis et sont prompts à y répondre. Au delà de l'aide financière qu'ils nous apportent ainsi, c'est aussi très réconfortant pour toute l'équipe de *Royaliste* de sentir cette solidarité agissante.

Rappelons que comme tous les ans à la même époque nous établissons le budget prévisionnel pour l'année et que ce budget est en déficit de 50 000 F qui nous sont absolument nécessaires si nous voulons maintenir la qualité de notre journal et poursuivre nos efforts pour en augmenter l'audience. C'est donc en faisant appel à la générosité de nos lecteurs que nous comptons boucher ce trou. Les premières réponses nous laissent bien augurer de la suite, mais rien n'est encore gagné.

Yvan AUMONT

1^{ère} liste de souscripteurs

F.A. 330 F - J.-P. A. 100 F - Mme Auboyneau 100 F - A.B. (Loire Atlantique) 30 F - Paul Balta 250 F - Jorge Soley Sans 50 F - Eric Baudouin 500 F - Edmond Baur 250 F - Sylvain Bianchi 200 F - Georges Bleuse 50 F - Duc de Bragança 300 F - André Brimont 130 F - Christian Bru 150 F - Robert Chateigner 30 F - Philippe Clavel 60 F - Mme M.-T. Conche 500 F - Jean-Michel Dejenne 50 F - Marc Desaubiaux 50 F - Michel Fontaurelle 500 F - Roger Doin 200 F - Jean-Louis Ducamp 130 F - Yves Dumas 200 F - Bertrand Dumas-de Mascarel 200 F - Pierre-J. Durbise 100 F - Stéphane Esquerre 25 F - Armelle Fincato 160 F - Mathieu Gerain 100 F - François Gerotto 350 F - Georges Gouby 50 F - J.-Loup Gourdon 100 F - Mme Hilda Guilbert 100 F - Gérard Guillaume 30 F - Fabrice Hugot 130 F - Françoise Joffrion 50 F - Guillaume Kopp 150 F - T.K. (Hauts

de Seine) 50 F - Jacques Lancement 100 F - Antoine Lazineur 200 F - E. et M.L. Lazineur 250 F - Guy Leclerc-Gayrau 130 F - C.M. 30 F - Bernard Marchand 200 F - Mlle Francine Martin 120 F - Alain Mercier 235 F - François Monconduit 50 F - Christian Mory 300 F - Pierre de Narbonne 50 F - Tania Zera 50 F - Bertrand Nicolas 30 F - Philippe Parisy 30 F - Michel Pelletier 250 F - A.P. 50 F - Pierre-Charles Piron 100 F - Y.de P. 1200 F - Michel Puravet 300 F - Hélène Joannelle 100 F - Daniel Rietsch 50 F - Bernard Riou 100 F - Jean-Marc Rittlé 500 F - Thierry Roudet-Haquette 100 F - Jacques Roué-Daeron 50 F - Alain Saint Paul 130 F - P.L.R. 300 F - Un anarcho-royaliste de Washington 250 F - Bernard Sonck 300 F - Bernard Soria 80 F - Raymond Tavernier 300 F - Robert Terrier 30 F - Jean-Marie Tissier 50 F - Henri Uzac 100 F - Roger Vollmer 100 F - Jeanne Zwingeinstein 30 F.

Total de cette liste 12 030 F

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 8 novembre : Professeur à l'université de Paris I, Lucien SFEZ est l'auteur de nombreux ouvrages (*La politique symbolique*, *Critique de la communication...*) qui jouent un rôle important dans notre réflexion. Au cours d'une longue enquête en Europe, aux États-Unis et au Japon, il a identifié une nouvelle idéologie qui vise la purification générale de la planète et de l'homme.

Lucien Sfez présentera cette utopie de « la santé parfaite », dont il a fait une critique en règle dans un livre qui vient de paraître.

● Mercredi 15 novembre : Militante politique (elle dirigea le PSU), ministre de l'Environnement de 1983 à 1986 puis député jusqu'en 1995, Huguette BOUCHARDEAU est aussi l'auteur d'une dizaine d'essais et de romans. Elle renoue cette année avec sa formation philosophique en publiant une biographie de Simone Weil qui, comme elle, ne voulut jamais séparer la réflexion de l'engagement. Quel écho pouvons-vous aujourd'hui recueillir de la pensée politique et mystique de cette philosophe passionnée ? Huguette Bouchardeau y réfléchira avec nous.

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Acheter et lire l'ensemble de la presse est une tâche impossible sans l'aide de nos lecteurs.

Merci de nous envoyer systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître, développer son audience, toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE de la Ligue des Droits de l'Homme

Sur le thème général de « La mondialisation »

Quatre ateliers :

- ♦ Mondialisation et économie
- ♦ Mondialisation et populations
- ♦ Mondialisation de la communication
- ♦ Mondialisation et droit international

avec la participation de nombreuses personnalités dont Bertrand Renouvin qui animera le quatrième atelier.

Samedi 4 et dimanche 5 novembre à la Maison internationale de la Cité Universitaire, 19, Bd Jourdan, 75014 Paris.

Renseignements et inscriptions à la LDH, tél. : (1)44.08.87.29

nouveau ! L'autocollant publicitaire pour *Royaliste*



La planche de 24 : 7 F franco
Les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco
Les dix planches (240 ex.) : 30 F franco

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Exemplarité, suite...

A lors que l'affaire du logement d'Alain Juppé battait son plein, j'avais cru bon de souligner après tant d'autres les privilèges de la classe dirigeante française, et la cynique dureté dont elle fait preuve à l'égard des plus démunis. La sévère admonestation que le procureur Cotte a adressée au Premier ministre, et l'obligation faite à la Mairie de Paris de mettre fin à une gestion immobilière caractérisée par le passe-droit, montrent que nous ne céditions pas aux facilités du manichéisme social.

Comme si un réconfort moral ne venait jamais seul, nous avons appris que le patronat français se souciait lui aussi d'exemplarité, et s'efforçait de traduire dans ses actes le slogan de « l'entreprise citoyenne » lancée l'année dernière par l'estimé président Gandois (1). Dans un rapport du CNPF en date du 12 octobre, le non moins estimé vice-président Dermagne nous tient en effet un langage fort beau et soigneusement balancé : d'une part, il nous assure que « *pour l'entreprise, la première façon d'être citoyenne est d'abord d'exister* » et précise que « *créer plus de richesses* (entendez plus de profits) *ne signifie plus aujourd'hui créer plus d'emplois* » ; d'autre part il donne des exemples d'une lutte concrète contre l'exclusion menée par des entreprises qui forment des demandeurs d'emploi, les aident à s'installer et parfois les embauchent.

Est-il permis de faire remarquer au vice-président Dermagne qu'il se moque du monde ? C'est un pur artifice que d'équilibrer la logique globale, structur-

relle, de l'entreprise qui privilégie le profit sans création d'emploi, par les minuscules actions qui consistent, pour une grande « entreprise citoyenne », à former chaque année dix jeunes en difficulté, et pour telle autre vingt smicards ?

Comme le patronat trouve inconvenant qu'on puisse comparer les énormes cadeaux qu'il a reçus du gouvernement et les misérables contreparties qu'il invoque, nous présenterons respectueusement à Jean Gandois et Jacques Dermagne une exigence



minimale : que l'entrepreneur-citoyen commence par être exemplaire dans la gestion de l'entreprise dont il a la charge, et dans le soin qu'il prend de celles et ceux qu'il emploie. De ce point de vue, un redressement semble nécessaire et urgent, dans l'ordre du « *management* » comme dans celui de l'éthique, deux mots qui sont sur toutes les lèvres des entrepreneurs dynamiques.

Qu'on en juge : au cours du seul mois d'octobre, le groupe Suez a annoncé une perte semestrielle de près de quatre milliards de francs, la Compagnie générale des Eaux s'attend à des pertes qui se situeraient

entre quelques centaines de millions et deux milliards de francs, Alcatel chiffre à 1,2 milliards ses pertes pour le premier semestre de cette année et prépare des milliers de suppressions d'emploi, et les pertes des banques françaises sont estimées à 280 milliards de francs, suite au retournement du marché immobilier sur lequel elles avaient frénétiquement spéculé.

Comme le rôle de la Compagnie générale des Eaux est souvent évoqué dans les affaires de corruption, comme Alcatel s'est fait remarquer par les démêlés judiciaires de Pierre Suard et se trouve aujourd'hui soupçonné de fraude fiscale, on devine l'ampleur de l'effort à accomplir pour que les patrons de l'industrie et de la finance retrouvent un brin d'exemplarité. Elle leur permettrait d'atténuer quelque peu le ressentiment à l'égard de privilèges insupportables et d'une gestion qui consiste à faire payer aux consommateurs les erreurs de « *management* » et les financements occultes, tandis que des dizaines de milliers d'employés sont congédiés ou vendus avec les meubles et les immeubles au nom de la loi du marché, de la rationalité économique et de l'assainissement financier.

Si les éminences patronales ne se plient pas aux contraintes de la bonne gestion et de la saine éthique, si elles ne comprennent pas que leur comportement actuel engendre colère et révolte, il faudra que l'État se décide à réprimer effectivement les enrichissements excessifs et les spéculations éhontées, tout en établissant comme nous l'avons proposé un salaire maximum.

On pressent que la classe dirigeante n'aura pas ce courage, qui lui permettrait de subsister, puis de reconquérir quelque estime. Tant pis pour elle.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Monde*, du 13 octobre.